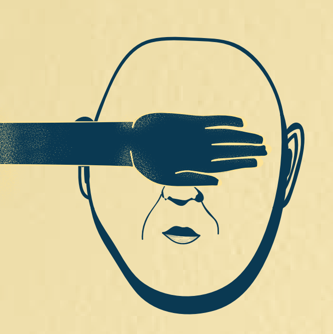
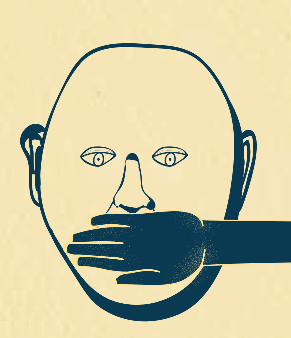




GUIDE DE L'ARTISTE AU MAROC





Un projet de :

Arts & Humanities Research Council

Avec le soutien de :

GCRF

Initié par :

Keele UNIVERSITY

MANCHESTER 1824 The University of Manchester

En partenariat avec :

THE MINORITY GLOBE

MARAM (Mobilising access to rights for artists in Morocco) est un projet de collaboration entre les universités d'Edinburg, Manchester et Keele avec The Minority Globe, une association culturelle basée au Maroc. MARAM est financé par le Conseil de Recherche sur les Arts et les Sciences Humaines du Royaume-Uni (AHRC – Global Challenges Research Fund) et s'appuie sur les résultats du projet Arts for Advocacy: Creative Engagement with Forced Displacement in Morocco (2016-2018). MARAM vise à favoriser une plus grande reconnaissance sociale et institutionnelle des artistes marginaux au Maroc (en particulier des artistes migrants et des artistes Marocains en situation de vulnérabilité).

Coordination scientifique : Aadel Essaadani

Rédaction : Mouad Meziaty

Conception & illustration : Rajae Hammadi

Relecture : Dounia Benslimane

Impression : Direct Print



Octobre 2020

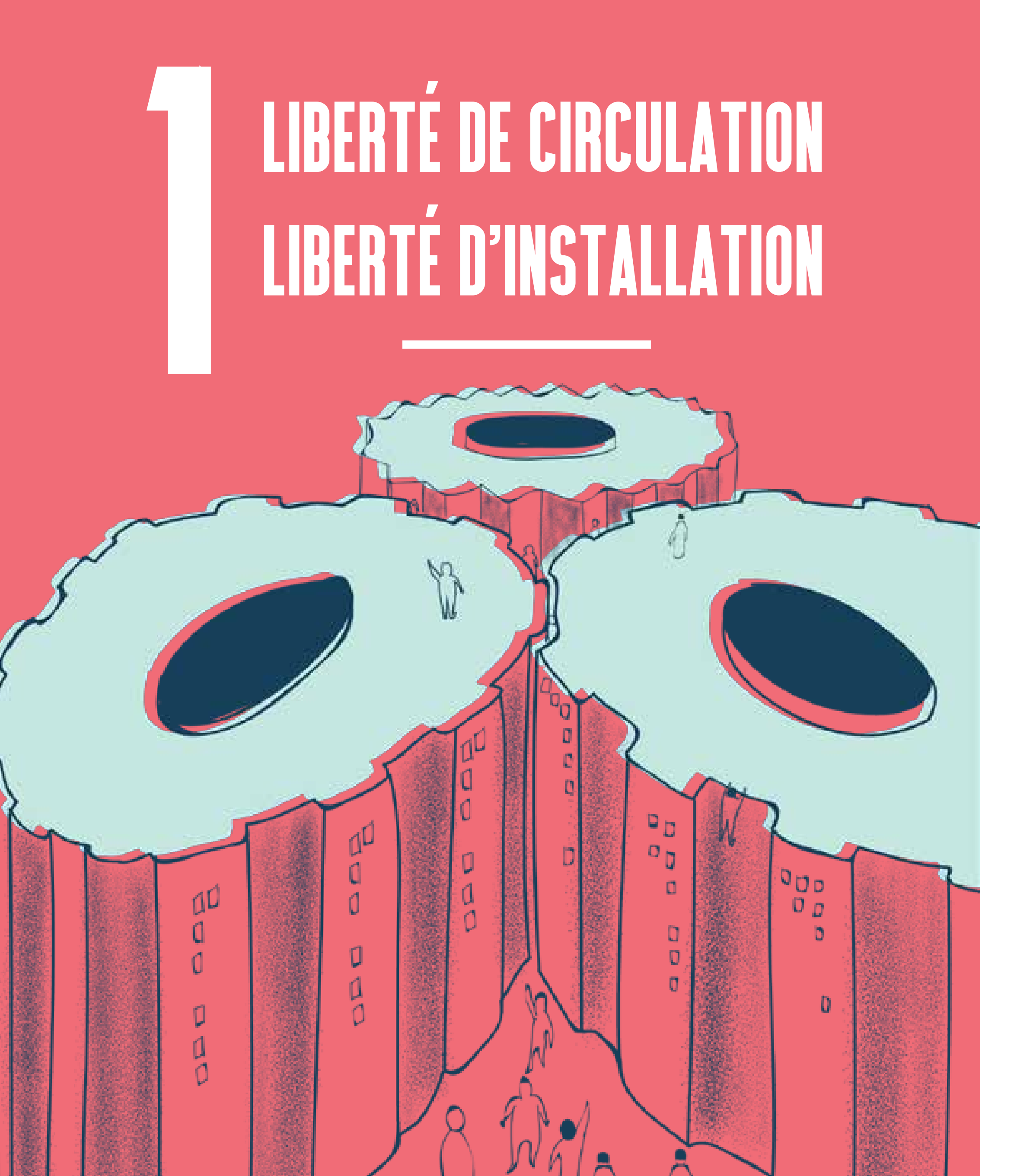
POURQUOI UN GUIDE À DESTINATION DES ARTISTES ? POUR QUELS ARTISTES ? ET POURQUOI MAINTENANT ?

Maintenant, plus que jamais, parce que des lois qui garantissent, théoriquement, les libertés de création et d'expression, les libertés de circulation et d'installation des artistes, existent. Des conventions et traités internationaux ratifiés par le Maroc, le dernier étant la Convention 2005 de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles, ratifiée par le Maroc en juin 2013, en passant par des lois nationales tel le nouveau statut de l'artiste marocain (2016), ou la réforme du Bureau marocain des droits d'auteurs, en cours péniblement et très longuement, après une bataille des artistes et des professionnels de la culture réclamant une meilleure collecte et une juste répartition de leurs droits. Et pourtant, l'application de ces lois n'est pas automatique.

Nous savons par expérience, nationale et internationale, que le droit s'arrache et se donne rarement spontanément même quand les textes existent et sont irréprochables à la lecture.

Un guide pour que les artistes connaissent leurs droits afin de mieux les exiger.
Nous comptons sur le nombre pour rendre effectives les lois pour lesquelles d'autres artistes et professionnels ont milité pour qu'elles voient le jour. Et sur la qualité, des artistes qui connaissent leurs droits, qui lisent, qui créent et qui exigent leur droit à la liberté d'expression.
Nous voulons des artistes libres et dignes, pour un art qui aide à avancer, à poser les questions, à cultiver l'esprit critique sans lequel la citoyenneté est vidée de son sens pour ne devenir qu'un autre synonyme de courtisanerie. Nous voulons des artistes patriotes qui aiment leurs pays et ceux des autres. « Le patriotisme, c'est aimer son pays. Le nationalisme, c'est détester celui des autres. »
C'est pour cette raison que ce guide s'adresse à tous les artistes, marocains et migrants. Tous sur le même bateau. Il est faux de se croire à l'abri quand on occupe une suite royale au bord du Titanic. Le combat est commun et universel.
Alors, quel meilleur rempart, pour les artistes, que celui de la connaissance de leurs droits pour que leur créativité ne soit pas bridée et que leur quête du sens contamine positivement leurs publics.

Aadel Essaadani
Coordinateur scientifique de MARAM



1 LIBERTÉ DE CIRCULATION LIBERTÉ D'INSTALLATION

La liberté de circulation est une condition indispensable au libre développement de l'individu. Elle est étroitement liée à plusieurs autres droits comme la liberté d'installation ou d'expression. Le Maroc a depuis 2003 mené des réformes concernant l'entrée et le séjour des étrangers au Maroc, sur l'émigration et l'immigration irrégulières, en adoptant la loi 02-03.[1] En 2014, puis en 2017, deux campagnes ont permis à plus de 50 000 migrants de bénéficier de la régularisation de leur situation. Un an plus tard, des organisations de la société civile ont dénoncé des déplacements forcés de migrants depuis le nord vers le sud du Maroc, soit plus de 6500 selon le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des étrangers et des migrants (GADEM), dont des migrants avec un visa valide, ou détenteurs d'une carte de séjour, violant ainsi leur droit à la liberté de circulation et d'installation[1].

La liberté de circulation et d'installation (des personnes) sont des droits garantis par l'article 13 de la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** :
1. Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat.
2. Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (signé par le Maroc le 19 janvier 1977, et ratifié le 3 mai 1979) précise que "*toute personne se trouvant légalement sur le territoire d'un Etat a le droit d'y circuler et de choisir librement sa résidence, ou de le quitter et que nul ne peut être arbitrairement privé du droit d'entrer dans son propre pays*" (article 12).

Ces deux libertés sont également garanties par la **Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale** (signée par le Maroc le 18 Septembre 1967 et ratifiée le 18 Décembre 1970) dans son article 5, et par l'article 39 de la **Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille** (signée par le Maroc le 15 Août 1991 et ratifiée le 21 Juin 1993).

Selon le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 2014, le nombre d'étrangers résidant au Maroc était de **84 001 habitants** soit 50 386 de plus qu'en 2004. La même année, selon le Haut-Commissariat au Plan, 40% des résidents étrangers au Maroc provenaient d'Europe, 26,8% d'Afrique subsaharienne, 13,3% du Maghreb, 12,6% du Moyen Orient, 4,3% d'Asie et 2,4% d'Amériques[2].

L'article 24 de la **constitution marocaine**, garantit pour tous, la liberté de circuler et de s'établir sur le territoire marocain, d'en sortir et d'y retourner[3].

Des inégalités existent pourtant entre les pays du Nord et les pays du Sud en matière de libre circulation et d'installation. Les procédures diffèrent selon la nationalité du ressortissant. Ceux des pays du Nord en général sont dispensés de visa "touristique" ou court séjour et peuvent circuler et s'installer au Maroc pendant 3 mois.

Par ailleurs il n'existe aucune disposition spécifique facilitant l'entrée sur le territoire marocain à des artistes étrangers. Cependant, le cas échéant, lors de la procédure de demande de visa auprès des services consulaires, il est possible de préciser l'objet de la visite.

Une catégorie professionnelle est dédiée à l'animation artistique, elle nécessite de fournir, outre les documents habituels, une copie du contrat d'engagement[4].

Avant de venir au Maroc, les voyageurs doivent vérifier s'ils sont dispensés de visa d'entrée, ou s'ils ont besoin d'une autorisation électronique de voyage au Maroc (AEVM).

Une liste des pays dispensés de visa et des pays dont les ressortissants nécessitent une autorisation électronique de voyage au Maroc est disponible sur le site des prestations consulaires.

Quatre types de visa peuvent être délivrés par les services consulaires (source : Ministère des affaires étrangères, de la coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger)[5] :



Visa de courte validité :
Il permet à un étranger d'entrer sur le territoire du Maroc pour des motifs autres que l'immigration, en vue d'un court séjour ininterrompu ou de plusieurs courts séjours dans le cas d'entrées multiples. La durée de chaque séjour est comprise entre un et quatre-vingt-dix jours.

Visa de longue validité :
D'une durée supérieure à trois mois, c'est un visa à entrées multiples, délivré par les représentations diplomatiques ou consulaires marocaines.
La durée de validité de ce visa ne peut dépasser une année et la durée de chaque séjour est comprise entre un et quatre-vingt-dix jours.
L'étranger disposant d'un visa de longue validité et désireux de séjourner sur le territoire marocain plus de trois mois est tenu de demander aux services de la Direction Générale de la Sûreté Nationale, la délivrance d'une carte d'immatriculation.



Visa de transit :
Il autorise un étranger, qui se rend vers un État tiers, à traverser le territoire du Maroc. Ce visa peut être délivré pour un ou deux transits, sans pour autant que la durée de séjour de chaque transit puisse excéder 72 heures.

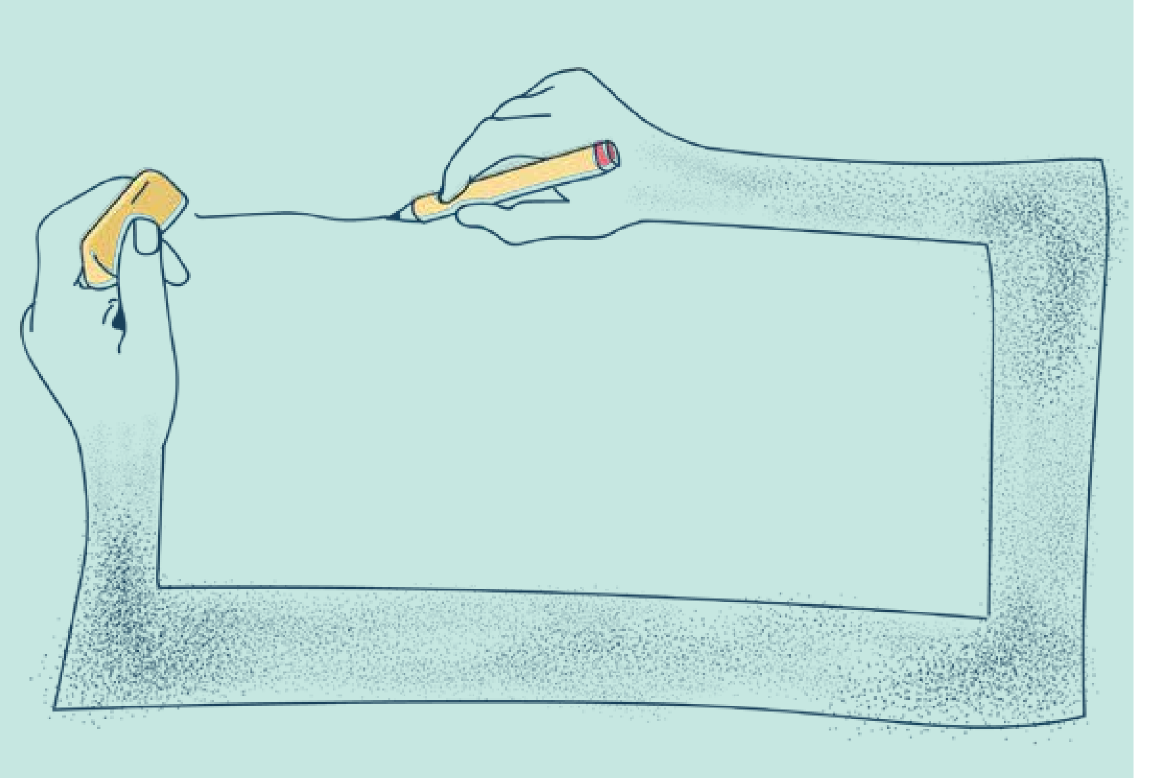
Visa délivré à la frontière :
A titre exceptionnel, les Services de sécurité peuvent délivrer aux postes frontières des visas de court séjour et de transit. Pour les pays où le Maroc n'est pas représenté, les demandes doivent être adressées à la mission diplomatique accréditée dans ce pays ou auprès des consuls honoraires. À défaut de ces représentations, les demandes seront adressées directement au Ministère Marocain des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, Direction des affaires consulaires et sociales – Rabat (visa@maec.gov.ma) pour un dépôt de visa à l'aéroport.



L'article 41 de la **loi 02-03**[6] garantit la libre circulation et l'installation des étrangers sauf :
- S'ils n'arrivent pas à présenter les documents qui prouvent qu'ils sont autorisés à séjourner au Maroc.
- S'ils exercent une activité lucrative sans autorisation
- S'ils troublent l'ordre public

Cette loi définit également les conditions d'accès au pays, réglemente les conditions et les procédures d'obtention du titre de séjour et les cas où ces titres peuvent être remis en cause.
Le décret **n° 2-09-607 du 1er Avril 2010**, dans ses arrêtés 500-12 à 504-12 encadre les procédures relatives à l'obtention de l'autorisation exceptionnelle de séjour, l'obtention ou le renouvellement des titres de séjour et les documents nécessaires pour l'obtention de ces derniers[7]. La liste des documents à fournir est disponible sur le site : www.service-public.ma "rubrique étrangers au Maroc".

2 LIBERTÉ D'EXPRESSION LIBERTÉ DE CRÉATION



Le Maroc a adhéré aux instruments internationaux des droits humains qui garantissent la liberté d'expression comme droit fondamental, mais occupe toujours les dernières places des classements et rapports internationaux en matière de liberté d'expression. L'ONG Reporters Sans Frontières (RSF) place le Maroc à la 133ème place sur 180 pays en 2020 et pointe les pressions judiciaires que subissent les journalistes et les citoyens au Maroc[8].

La liberté d'expression est un droit humain fondamental. De même que la liberté d'information et la liberté de la presse, la liberté d'expression pose la base de tous les autres droits. "*La liberté d'expression et d'information constituent les piliers d'une société saine et démocratique sur lesquels repose la croissance sociale et économique : ils permettent la libre circulation des idées – nécessaire à l'innovation – et renforcent la responsabilité et la transparence*"[9].

La liberté de création *"est la liberté d'imaginer, de créer et de distribuer des expressions culturelles diverses sans censure gouvernementale, interférence politique ou pressions exercées par des acteurs non étatiques. Elle comprend le droit de chaque citoyen d'accéder à ces œuvres et est essentielle au bien-être des sociétés. Elle regroupe un ensemble de droits protégés en droit international :*
- le droit à la création sans censure ni intimidation ;
- le droit au soutien, à la diffusion et à la rémunération des activités artistiques ;
- le droit à la liberté de circulation ;
- le droit à la liberté d'association ;
- le droit à la protection des droits sociaux et économiques ;
- le droit à la participation à la vie culturelle."[10]

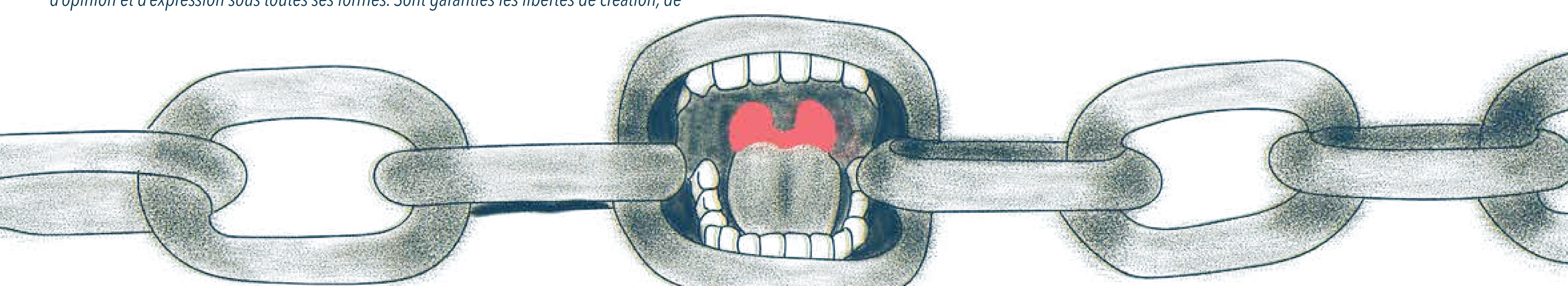
L'article 19 de la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** garantit le droit de tout individu à "*la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.*" Ces libertés représentent une condition *sine qua non* pour la protection de la diversité culturelle, comme

stipulé dans l'article 2 de la **Convention UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles de 2005** :"*La diversité culturelle ne peut être protégée et promue que si les droits de l'Homme et les libertés fondamentales telles que la liberté d'expression, d'information et de communication, ainsi que la possibilité pour les individus de choisir les expressions culturelles, sont garantis. Nul ne peut invoquer les dispositions de la présente Convention pour porter atteinte aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales tels que consacrés par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ou garantis par le droit international, ou pour en limiter la portée*". De plus, l'article 13 de la **Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille** stipule que "*les travailleurs migrants et les membres de leur famille ont droit à la liberté d'expression; ce droit comprend la liberté de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce, sans considérations de frontières, sous une forme orale, écrite, imprimée ou artistique, ou par tout autre moyen de leur choix*."

Au Maroc, la Constitution de 2011 présente une évolution quant à la terminologie et les définitions de la liberté d'expression, contrairement aux précédentes constitutions qui avaient une conception restrictive et ne mentionnaient ni la liberté de la presse, ni la liberté de création artistique et littéraire. De plus, elle précise que ces droits et libertés sont désormais énoncés de façon explicite et garantis sans aucune considération de nationalité.

L'article 25 de la Constitution de 2011 stipule que sont garanties "*les libertés de pensée, d'opinion et d'expression sous toutes ses formes. Sont garanties les libertés de création, de publication et d'exposition en matière littéraire et artistique et de recherche scientifique et technique*". Le troisième alinéa de l'article 30 de la Constitution stipule que "*les étrangers jouissent des libertés fondamentales reconnues aux citoyennes et citoyens marocains, conformément à la loi*". D'autres part, le statut de l'artiste de 2016 précise dans son préambule que les pouvoirs publics oeuvrent à "*garantir la liberté de création artistique sous toutes ses formes et assurer l'indépendance totale des artistes dans la réalisation de leurs oeuvres créatrices conformément aux dispositions constitutionnelles et des textes législatifs garantissant les libertés individuelles et collectives de tous les marocains*"[11].

Malgré la garantie de la liberté d'expression par la Constitution de 2011 ainsi que la reconnaissance de la primauté des conventions internationales sur le droit interne; conventions ratifiées par le Maroc, la liberté d'expression demeure limitée par les constantes du royaume communément appelées "lignes rouges". La réforme du Code pénal marocain en 2018 a été considérée par les défenseurs des droits humains comme une régression en matière de libertés. Elle introduit une section intitulée "De l'outrage à l'emblème et aux symboles du Royaume et de l'atteinte à ses constantes" et prévoit dans l'article 267-5 de "*punir d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 20.000 à 200.000 dirhams ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque porte atteinte à la religion islamique, au régime monarchique ou incite à porter atteinte à l'intégrité territoriale du Royaume*"[12].



3 STATUT DE L'ARTISTE DROITS D'AUTEUR & DROITS VOISINS



Le Maroc s'est engagé depuis des décennies à instaurer une législation qui protège et garantit les droits d'auteur et les droits sociaux des artistes. Des lois ont été mises en place dans ce sens. Certaines ont été réformées ou sont en cours de révision, parfois sous la pression des praticiens, pour être en accord avec les conventions internationales ratifiées par le royaume. Il n'en demeure pas moins que la situation des artistes reste précaire et qu'elle peut être la première à être ébranlée en cas de crise sociale, économique ou sanitaire, généralisée ou individuelle.

Le statut de l'artiste est un ensemble d'articles de lois qui régissent le secteur et les métiers artistiques (artistes, techniciens, administrateurs...). Il permet l'encadrement et la promulgation des lois relatives aux différents secteurs et disciplines.

Le droit d'auteur *est un terme juridique désignant les droits dont jouissent les créateurs sur leurs œuvres littéraires et artistiques. Les œuvres protégées par le droit d'auteur vont des livres, œuvres musicales, peintures, sculptures et films aux programmes d'ordinateur, bases de données, créations publicitaires, cartes géographiques et dessins techniques*[13].

Les droits voisins *tirent leur origine d'une œuvre protégée par le droit d'auteur et s'apparentent à celui-ci à certains égards. Ils ont pour objet de protéger les intérêts juridiques de certaines personnes physiques ou morales qui contribuent à rendre les œuvres accessibles au public*[14].

Un artiste est "*toute personne physique qui crée ou participe par son interprétation à créer ou recréer des œuvres d'art et dont le travail artistique constitue un élément essentiel de sa vie et qui contribue ainsi au développement de l'art et de la culture, ou tout lauréat d'un établissement d'enseignement artistique dont le diplôme est reconnu par l'Etat. Est artiste professionnel tout artiste qui exerce, de manière permanente ou intermittente, une activité artistique moyennant une rémunération ou réalise une œuvre artistique pour son propre compte ou destinée à être vendue ou louée au tiers.*"[15]

L'article 27 de la **Déclaration Universelle des Droits de l'Homme** stipule que "*chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur.*"

Conventions et traités ratifiés par le Maroc en matière de droit d'auteur et des droits voisins :

Convention de Berne pour la Protection des Oeuvres Littéraires et Artistiques de 1886
Adhésion le 16 juin 1917

Convention Universelle sur le Droit d'Auteur (6 septembre 1952) administrée par l'UNESCO
Ratifiée le 8 février 1972

Traité de l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle sur le droit d'auteur de 1996
Adhésion le 20 avril 2011

Traité de l'OMPI sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes de 1996
Adhésion le 20 avril 2011

Traité de Beijing sur les interprétations et exécutions audiovisuelles du 24 juin 2012
Adhésion le 26 juin 2012

Les droits d'auteur au Maroc

Bref aperçu historique du Bureau Marocain du Droit d'Auteur (BMDA)

Le BMDA est un organisme placé historiquement sous la tutelle des ministères de la communication. Il a été créé en 1965 pour remplacer le Bureau africain du droit d'auteur et Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences (BADA). Il sera restructuré plusieurs fois, respectivement par les lois 2-00 du 15 février 2000 relative aux droits d'auteur et droits voisins, amendée et complétée par la loi 34-05 de 2006, puis par la loi 79-12 de 2014. En 2009, le BMDA a signé un contrat de trois ans avec le ministère de la communication, pour une enveloppe budgétaire de 13 millions de dirhams en vue de la création d'une commission consultative pour sa réforme et le suivi de son application.

À quoi sert le BMDA ?

Une des missions principales du BMDA est la collecte et la distribution de ces droits. Il permet aux auteurs ou tout autre ayant droit sur une œuvre de percevoir des redevances sur l'exploitation de celle ci par un tiers.

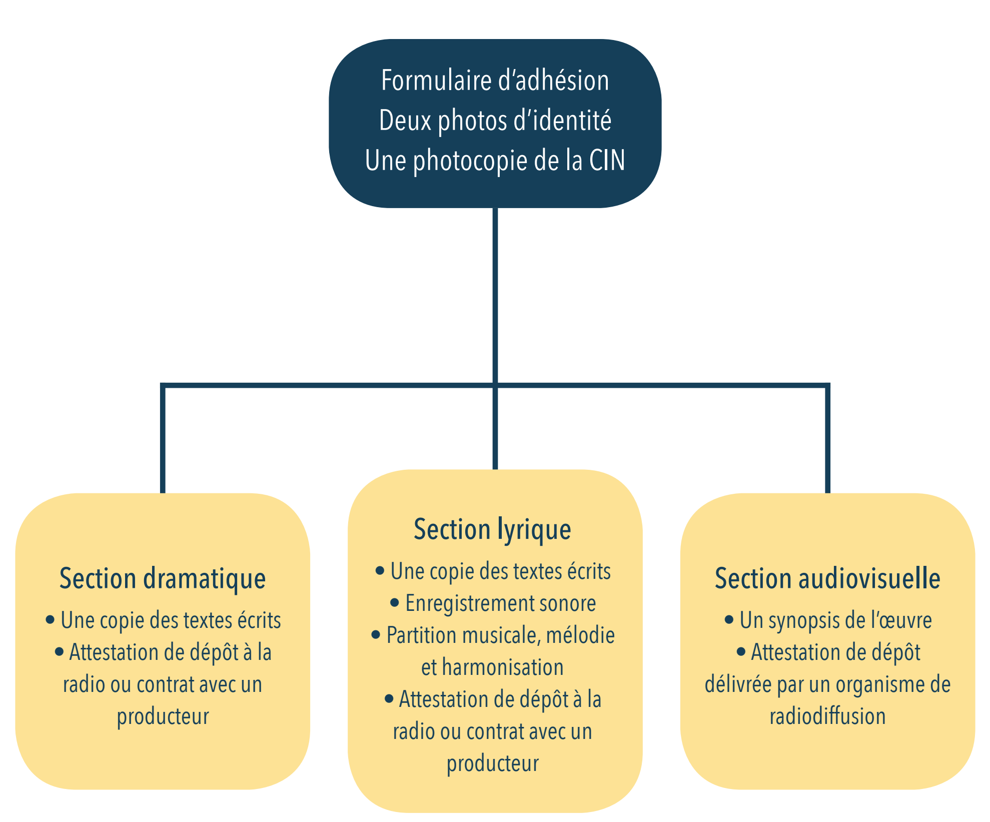
Dans le rapport de la Cour des comptes publié en 2014[16], le BMDA protégeait les droits de 1813 adhérents en 2013 contre 1268 en 1998. La répartition des œuvres inscrites était de 71% pour la musique, 16% pour le théâtre et 12% pour la littérature.

Le 20 février 2020, le projet de loi n°25-19 relatif au Bureau Marocain du Droit d'Auteur a été soumis à la Commission de l'enseignement, de la culture et de la communication du parlement[17]. Parmi les nouveautés de ce projet de loi, on retrouve la création d'une couverture sociale pour les artistes. Celle ci sera alimentée par les droits des auteurs qui n'ont pu être identifiés après 3 ans. Le texte du projet de loi prévoit également de nouvelles mesures qui devraient réduire le délai de distribution des droits aux auteurs qui, jusque là, était trop long.

Qui peut être membre du BMDA ?

Selon les dispositions actuelles, peuvent être membres du BMDA, les auteurs ayant la nationalité marocaine, et les auteurs étrangers n'appartenant pas à une autre société d'auteur ou ayant reçu un accord spécial écrit de cette dernière.
Un auteur Marocain peut cependant choisir d'adhérer à toute autre société de gestion collective des droits dans le monde.

Comment devenir membre du BMDA ?



Durée de la protection d'une oeuvre

Selon l'article 25 de la loi 2-00, *les droits patrimoniaux sur une œuvre sont protégés pendant la vie de l'auteur et 70 ans après sa mort. Les droits moraux sont illimités dans le temps; ils sont imprescriptibles, inaliénables et transmissibles à cause de mort aux ayants droit*[18].
De son côté, l'article 26 stipule que *les droits patrimoniaux sur une oeuvre de collaboration sont protégés pendant la vie du dernier auteur survivant et 70 ans après sa mort.*

Libre utilisation pour l'enseignement

Une oeuvre peut-être utilisée à des fins d'enseignement sans l'autorisation de l'auteur et sans le paiement d'une rémunération sous réserve d'indiquer la source et le nom de l'auteur et à condition que les activités ne visent pas directement ou indirectement un profit commercial[19].

Le statut de l'artiste au Maroc

La loi n° 71-99 portant statut de l'artiste a été promulgué en 2003 après des négociations entre le ministère de la culture et les organisations syndicales représentant les artistes. Cette loi définissait l'artiste et encadrait la relation entre l'artiste et l'employeur, le revenu artistique, etc. Toutefois, l'application des articles de cette loi est restée en suspens pendant de nombreuses années, notamment par manque d'implication d'autres ministères (santé, économie…) ou à cause de la mauvaise gouvernance du secteur des arts et de la culture. Une décennie plus tard, le projet de loi 68-16 modifiant et complétant la loi n° 71-99 a été déposé au parlement et promulgué en 2016. Ce nouveau statut de l'artiste apporte plus de précisions concernant les disciplines et les métiers artistiques, les métiers techniques et administratifs, les contrats, le statut des artistes et professionnels étrangers, et bien d'autres éléments. Il intègre pour la première fois la liberté de création artistique. Depuis son adoption, la mise en oeuvre de l'ensemble des dispositions du statut de l'artiste tardent à voir le jour et remet sans cesse en question la place que le ministère de la culture et les institutions publiques en général accordent à ce dernier.

Cadre international statut de l'artiste :
Le Maroc n'a toujours pas ratifié la Convention de Rome pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961), administrée par l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle, l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO).

Cette convention définit l'artiste, la reproduction, la réémission, les organismes de radiodiffusion et encadre la protection des artistes et les relations de travail entre eux et les producteurs,... .[20]

En 1980, l'UNESCO a émis des recommandations aux États membres relatives à la condition de l'artiste. Elle recommande de "*promouvoir et protéger le statut de l'artiste, d'accorder aux artistes une reconnaissance publique, de garantir la protection juridique concernant les conditions de travail et d'emploi, aux heures de travail, au repos hebdomadaire et aux congés payés, à la protection de la vie, de la santé, d'améliorer la situation de l'artiste dans la société, par toute mesure concernant les conditions d'emploi, de travail et de vie de l'artiste, la fourniture par les pouvoirs publics d'appuis matériels et moraux aux activités artistiques et la formation professionnelle de l'artiste.*"[21]

Les métiers artistiques
Le Statut de l'artiste définit les métiers artistiques comme suit :
- Le domaine du spectacle vivant comprend tous les métiers artistiques relatifs à la création, la composition et à l'interprétation d'une œuvre ainsi que les métiers techniques et administratifs.
• Les arts dramatiques
• Les arts musicaux
• Les arts chorégraphiques
• Les arts du cirque

- Le domaine des arts plastiques et visuels comprend tous les métiers relatifs aux arts plastiques, à la sculpture et à la photographie et notamment les domaines faisant appel aux plasticiens, aux photographes artistiques, aux sculpteurs, aux calligraphes aux graphistes et aux métiers numériques ainsi que les métiers techniques et administratifs qui contribuent directement à la réalisation des œuvres artistiques et à l'organisation des expositions dans ce domaine.

- Le domaine des arts littéraires comprend les métiers rattachés à la littérature écrite ou orale, publiée sur tous les types de supports.

L'embauche des artistes étrangers
Selon l'article 29 du statut de l'artiste : "*les artistes, les techniciens et les administrateurs des oeuvres artistiques étrangers résidant de manière permanente au Maroc ont le droit d'obtenir la carte professionnelle de l'artiste ou la carte de technicien ou d'administrateur de spectacles artistiques à condition de se conformer aux dispositions des lois en vigueur. Ils sont assujettis aux prélèvements appliqués aux artistes marocains conformément aux dispositions du texte réglementaire*"[22].

Carte professionnelle de l'artiste

Elle est valable 5 ans et permet la reconnaissance du statut d'artiste, et leur donne une priorité lors des commandes d'œuvres artistiques par l'Etat, les collectivités territoriales, les établissements publics, les entreprises publiques et celles ayant des participations de l'État ou des collectivités territoriales.
À ce jour une seule convention a été signée (mars 2019), entre le ministère de la culture et l'Office National des Chemins de Fer, permettant aux titulaires de la carte d'artiste des réductions sur les tarifs des billets de train.

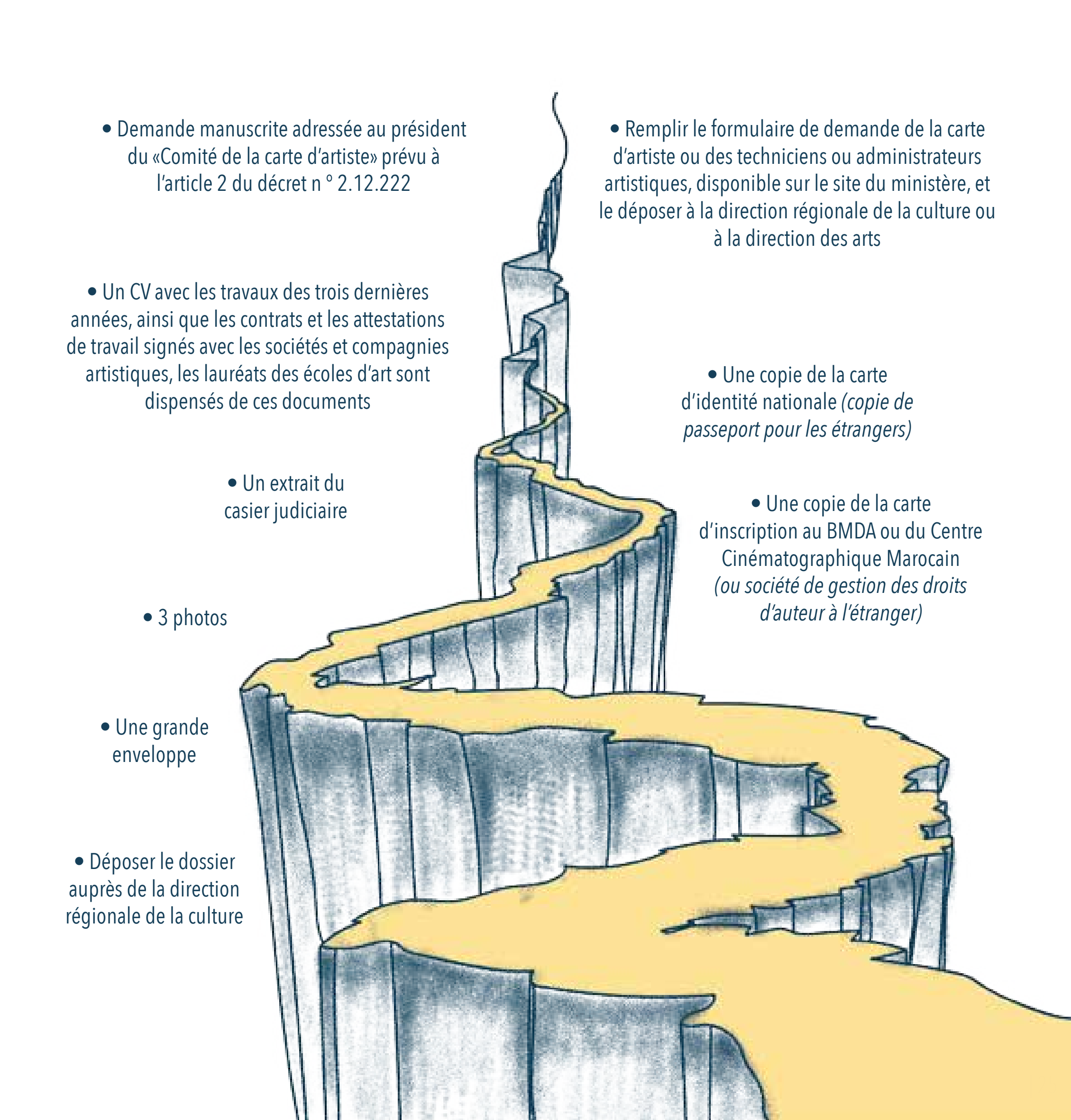
Les artistes, les techniciens et les administrateurs marocains résidant au Maroc ou à l'étranger ainsi que les professionnels étrangers exerçant en permanence au Maroc peuvent déposer leurs demandes de carte d'artiste (voir ci-contre).

Les dossiers doivent être déposés ou envoyés au secrétariat de la commission à la direction des arts du ministère de la culture, et ce pour les artistes, techniciens ou administrateurs marocains résidant au Maroc ou à l'étranger ou les résidents permanents au Maroc.

Le droit de faire appel des décisions du comité d'octroi de la carte d'artiste est garanti par le décret n°2.17.567 du 25 octobre 2017 fixant les conditions, les modalités et les critères d'octroi et de retrait de la carte professionnelle de l'artiste et la carte professionnelle des techniciens et administrateurs des œuvres artistiques.

D'autres dispositions sont détaillées dans le statut de l'artiste concernant notamment les établissements artistiques, le contrat et la rémunération artistiques, l'agence artistique, la protection sociale, les négociations collectives, l'emploi des enfants, etc.

Le parcours de demande de la carte d'artiste



4. RÉFÉRENCES

[1] Le GADEM dénonce les déplacements forcés des migrants, H24Info.ma avec AFP -28 septembre, 2018 - **consulté le 08/09/2020**

[2] Haut-Commissariat au Plan, Les résidents étrangers au Maroc, 2014 - **consulté le 10/09/2020**

[3] Constitution du Royaume du Maroc de 2011 - **consulté le 10/09/2020**

[4] Prestations consulaires, Visas ordinaires - **consulté le 10/09/2020**

[5] Types de visas octroyés, ministère des affaires étrangères de la coopération africaine et des marocains résidant à l'étranger - **consulté le 10/09/2020**

[6] Loi n° 02-03 relative à l'entrée et au séjour des étrangers au Royaume du Maroc, à l'émigration et l'immigration irrégulières, publiée au Bulletin Officiel n° 5162 du Jeudi 20 Novembre 2003 - **consulté le 10/09/2020.**

[7] Bulletin officiel n° 6030 - du 15 mars 2012 - **consulté le 23/08/2020**

[8] Reporter Sans Frontière, Classement mondial de la liberté de la presse, 2020 - **consulté le 09/09/2020**

[9] UNESCO, La liberté d'expression : Un droit humain fondamental, pilier de toutes les libertés civiques - **consulté le 14/08/2020**

[10] UNESCO, Liberté artistique, 2019 - **consulté le 15/08/2020**

[11] Loi n° 68-16 relative à l'artiste et aux métiers artistiques, publiée au Bulletin Officiel n°6526 - le 15 décembre 2016 - **consulté le 09/09/2020**

[12] Code Pénal - Version consolidée en date du 5 juillet 2018 - **consulté le 09/09/2020**

[13] Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle - **consulté le 12/08/2020**

[14] Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle - **consulté le 12/08/2020**

[15] Loi n° 68-16 relative à l'artiste et aux métiers artistiques, Bulletin Officiel n°6526 -15 décembre 2016 - **consulté le 14/08/2020**

[16] Cour des Comptes, Rapport sur le bureau marocain des droits d'auteur, 2014 (disponible en arabe uniquement) - **consulté le 09/09/2020**

[17] Projet de loi N°25.19 relatif au Bureau marocain du droit d'auteur et des droits voisins, soumis à la Commission de l'enseignement, de la culture et de la communication le Jeudi 20 Février 2020 (Texte du projet de loi disponible en arabe uniquement) - **consulté le 08/09/2020**

[18] Loi n° 2-00 relative au relative aux droits d'auteur et droits voisins, Article 25 modifié et complété en vertu de l'article premier de la loi n° 34-05, Bulletin Officiel n° 6266 du 19 juin 2014.

[19] Loi n° 2-00 relative au relative aux droits d'auteur et droits voisins, Article 15, Bulletin Officiel n° 6266 du 19 juin 2014.

[20] Convention de Rome pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion - **consulté le 01/10/2020**

[21] UNESCO, Recommandation de 1980 relative à la condition de l'artiste

[22] Loi n° 68-16 relative à l'artiste et aux métiers artistiques, Bulletin Officiel n°6526-15 décembre 2016 - **consulté le 09/09/2020**



[1] مجموعة مناهضة العنصرية لمواكبة والدفاع عن الأجانب والمهاجرين تندد بالترحيل الإجباري للمهاجرين - **اطلاع 08/09/2020**

[2] المندوبية السامية للتخطيط، المقيمين الأجانب في المغرب، 2014 - **إطلاع 10/09/2020**

[3] دستور المملكة المغربية ل2011 - **إطلاع 10/09/2020**

[4] خدمات قنصلية, التأشيرات العادية - **إطلاع 10/09/2020**

[5] قائمة الدول التي يعفى مواطنوها من تأشيرة الدخول إلى المغرب - **إطلاع 10/09/2020**

[6] خدمات قنصلية أنواع التأشيرات الممنوحة - **إطلاع 10/09/2020**

[7] الجريدة الرسمية عدد 5831 الصادرة 19 أبريل 2010 - **إطلاع 23/08/2020**

[8] مراسلون بلا حدود، التصنيف العالمي لحرية الصحافة 2020 - **إطلاع 09/09/2020**

[9] منظمة اليونيسكو، حرية التعبير: حق أساسي من حقوق الإنسان تقوم عليه جميع الحريات المدنية - **إطلاع 14/08/2020**

[10] منظمة اليونيسكو، حرية الإبداع، 2019 - **إطلاع 15/08/2020**

[11] القانون 68.16 المتعلق بالفنان والمهن الفنية الجريدة الرسمية عدد 6501- 19 سبتمبر 2016 - **إطلاع 24/08/2020**

[12] القانون الجنائي - **اطلاع 09/09/2020**

[13] المنظمة العالمية للملكية الفكرية - **إطلاع 12/08/2020**

[14] المنظمة الأفريقية للملكية الفكرية - **إطلاع 12/08/2020**

[15] القانون 16-68 المتعلق بالفنان و المهن الفنية - **إطلاع 24/08/2020**

[16] المكتب المغربي لحقوق المؤلفين, المجلس الأعلى للحسابات المنشور سنة 2014 - **إطلاع 09/09/2020**

[17] مشروع قانون رقم 25.19 يتعلق بالمكتب المغربي لحقوق المؤلف و الحقوق المجاورة - **إطلاع 08/09/2020**

[18] قانون رقم 2.00 المتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة - **إطلاع 19/09/2020**

[19] قانون رقم 2.00 المتعلق بحقوق المؤلف والحقوق المجاورة, المادة 15 - **إطلاع 09/09/2020**

[20] اتفاقية روما بشأن حماية فناني الأداء ومنتجي التسجيلات الصوتية وهيئات الإذاعة - **إطلاع 01/10/2020**

[21] اليونسكو توصيات 1980 - **إطلاع 01/10/2020**

[22] القانون 68.16 المتعلق بالفنان والمهن الفنية الجريدة الرسمية عدد 6501 19- سبتمبر 2016 - **إطلاع 24/08/2020**

المهن الفنية

مجال العروض الفنية الحية والمسجلة و يشمل جميع المهن الفنية المتعلقة بالإبداع و التأليف و الأداء وكذلك المهن التقنية والإدارية. يتشكل مما يلي :

- الفنون الدرامية
- الفنون الكوريغرافية
- فنون السيرك
- الفنون الموسيقية

مجال الفنون التشكيلية و البصرية : و يشمل كل المهن القائمة على التشكيل و النحت و التصوير و لا سيما المجالات التي يشتغل فيها الفنانون التشكيليون، و المصورون الفنيون، و النحاتين و فناني الخط، و فنانو الجرافيزم و الفنون الرقمية. و كذا المهن التقنية و الإدارية التي تساهم بشكل مباشر في إنجاز الأعمال الفنية و تنظيمها و عرضها في هذا المجال.

مجال الفنون الأدبية : و يشمل الفنون الأدبية المكتوبة أو الشفهية و المنشورة أو المثبتة على أي دعامة كانت و الموجهة للنشر، و لا سيما في مجال الشعر و السرديات.

إشتغال الفنانين الاجانب

حسب المادة 29 من قانون الفنان : "يحق للفنانين و تقنيي و إداريي الأعمال الفنية الأجانب المقيمين بالمغرب بصفة دائمة الحصول على البطاقة المهنية للفنان أو بطاقة تقنيي أو إداريي العروض الفنية شريطة التقيد بمقتضيات القوانين الجاري بها العمل. و يخضعون للاقتطاعات المطبقة على الفنانين المغاربة وفق مقتضيات النص التنظيمي"[22].

بطاقة الفنان و تقنيي وإداريي المهن الفنية

تبقى صالحة لمدة 5 سنوات و تسمح بالاعتراف بالفنان، و تعطي لحاملها اولوية في الولوج لطلبات عروض مؤسسات الدولة و الجماعات المحلية و المؤسسات و الشركات العمومية أو التي تساهم فيها الدولة أو الجماعات المحلية. إلى يومنا هذا تم توقيع إتفاقية واحدة بين وزارة الثقافة و المكتب المغربي للسكة الحديدية تعطي لحامل البطاقة الحق في تخفيضات على أثمنة تذاكر القطار.

يحق للفنانين و تقنيي و إداريي الأعمال الفنية الأجانب المقيمين بالمغرب او المغاربة المقيمين بالخارج في طلب بطاقة الفنان. يجب تقديم الطلبات أو إرسالها إلى سكرتارية لجنة قسم الفنون بوزارة الثقافة، و ذلك بالنسبة للفنانين أو التقنيين أو الإداريين المغاربة المقيمين في المغرب أو في الخارج أو المقيمين الدائمين في المغرب. حق الطعن في قرارات اللجنة مكفول طبقا للمرسوم التنظيمي رقم 2.17.567 الصادر في 25 أكتوبر 2017 المتعلق بتحديد شروط وآليات ومعايير منح

وسحب البطاقة المهنية للفنان والبطاقة المهنية لتقنيي وإداريي الأعمال الفنية.

هنالك أحكام أخرى مفصلة في قانون الفنان والمهن الفنية، فيما يتعلق مثلا، بالمؤسسات الفنية، العقود الفنية والأجور، الوكالة الفنية، الضمان الاجتماعي، المفاوضات الجماعية وتوظيف الأطفال، إلخ.

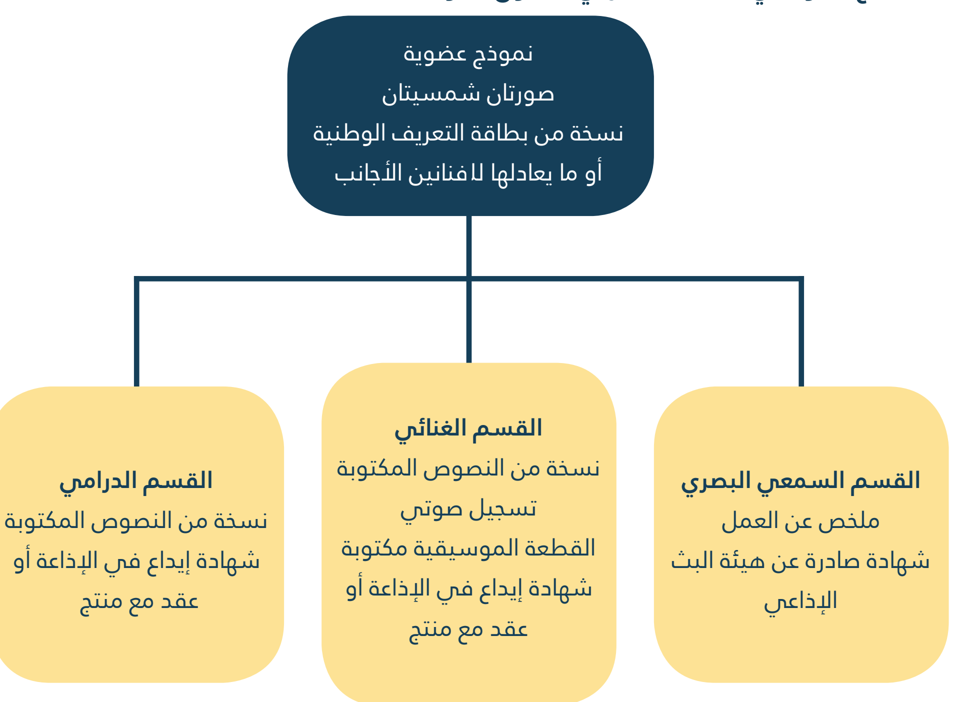
مسار طلب الحصول على بطاقة الفنان

- ملء المطبوع الخاص بطلب الفنان أو بطاقة تقنيي و إداريي الأعمال الفنية لأول مرة، الذي يسحب من كتابة اللجنة أو يحمل من الموقع الإلكتروني لوزارة الثقافة و الاتصال قطاع الثقافة، و يودع لدى مديرية الفنون أو لدى المديريات الجهوية للثقافة التابعة لوزارة الثقافة و الاتصال
- نسخة من البطاقة الوطنية للتعريف / أو ما يعادله بالنسبة للأجانب
- نسخة من بطاقة التسجيل بالمكتب المغربي لحقوق المؤلف و الحقوق المجاورة أو بالمركز السينمائي المغربي بالنسبة للمسجلين بإحدى هاتين المؤسستين (أو ما يعادلها : شركة اجنبية)
- طلب خطي يوجه إلى رئيس لجنة البطاقة الفنية، المنصوص عليها في المادة 2 من المرسوم رقم 2.12.222
- السيرة الذاتية لطالب إحدى البطاقتين و الوثائق المتعلقة بالممارسة الفنية و المهنية، مع جرد للأعمال الإبداعية الاحترافية المنجزة خلال الثلاث سنوات الأخيرة، و تعزيزها بشواهد العمل والعقود المبرمة مع المؤسسات و الشركات و الفرق المنتجة. مع استثناء خريجي مؤسسات التكوين الفني من تقديم هذه الوثائق
- نسخة من السجل العدلي أو أي وثيقة تقوم مقامه
- ثلاث صور شمسية
- ظرف كبير
- إيداع الملف بمديرية الثقافة

من يمكنه ان يصبح عضو في المكتب المغربي لحقوق المؤلف ؟

وفقًا للأحكام القانونية الحالية، يمكن أن يكونوا أعضاء في المكتب المغربي لحقوق المؤلف، المؤلفين المغاربة أو الأجانب ، و غير المسجلين بمكتب آخر لحقوق المؤلف أو الذين حصلوا على تفويض خاص من هذه الأخيرة. يمكن كذلك للمؤلفين المغاربة التسجيل بشركة للإدارة الجماعية في العالم.

كيف تصبح عضوا في المكتب المغربي للحقوق المؤلف ؟



مدة حماية عمل فني

حسب المادة 25 من القانون 2.00، "تحمى الحقوق المادية لمؤلف مصنف ما طيلة حياته وخلال سبعين سنة بعد وفاته . وتعتبر الحقوق المعنوية غير محددة في الزمان وغير قابلة للتقادم أو الإلغاء وتنتقل بعد وفاة المؤلف إلى ذوي حقوقه".

و تنص المادة 26 "تحمى الحقوق المادية على مصنف مشترك طيلة حياة آخر مؤلف متعاون بقي على قيد الحياة وخلال سبعين سنة بعد وفاته".[18]

حرية استعمال المصنفات لغرض التعليم

يمكن إستخدام عملي فني لغرض التعليم دون تفويض من المؤلف او ذوي الحقوق و دون صرف أي مقابل مادي، مع ضرورة ذكر إسم المؤلف. شريطة ان لا يهدف النشاط التعليمي بطريقة مباشرة أو غير مباشرة للربح التجاري[19].

قانون الفنان

تم إصدار القانون 71.99 سنة 2003، بعد مفاوضات بين وزارة الثقافة و الهيئات النقابية التي تمثل الفنانين. يحدد هذا القانون من يحمل صفة فنان و يؤطر العلاقة بينه و بين المشغل، الدخل الفني، الخ . لكن ظل تفعيل مواد هذا القانون معلقا لعدة سنوات لغياب مشاركة مختلف الوزارات الأخرى (الصحة، الاقتصاد ، إلخ) أو بسبب سوء الإدارة في قطاع الفنون والثقافة.

طرح مشروع القانون 68.16 بالبرلمان بعد عقد من الزمن لتتميم و مراجعة القانون 71.99 و تم إصداره سنة 2016. يأتي هذا القانون الجديد بتعريف أدق و تقسيم للمهن الفنية و التقنية و الإدارية،العقود، قانون الفنان و المهنيين الأجانب، و مواد أخرى.

و يدرج لأول مرة حرية الإبداع. منذ اعتماد وإصدار القانون الجديد الذي تأخر تنزيل جميع مواده، و يطرح سؤال مكانة هذا الأخير في اجندة الوزارة الوصية و مؤسسات الدولة.

الإطار الدولي المتعلق بقانون الفنان

إلى اليوم، لم يصادق المغرب على اتفاقية روما بشأن حماية فناني الأداء ومنتجي التسجيلات الصوتية وهيئات الإذاعة (1961)، التي يتم إدارتها من طرف كل من المنظمة العالمية للملكية الفكرية، منظمة العمل الدولية ومنظمة الأمم المتحدة للتربية والعلم و الثقافة.

تحدد هذه الاتفاقية تعريف الفنان ، الاستنساخ ، إعادة البث و هيئات البث. و تؤطر علاقات العمل بين الفنانين و المنتجين [20]. في عام 1980 ، أصدرت اليونسكو توصيات للدول الأعضاء فيما يتعلق بقانون الفنان. وتوصي المنظمة "بتعزيز وحماية وضع الفنان، ومنح الفنانين اعترافًا، وضمان حماية قانونية فيما يتعلق بظروف العمل والتوظيف، وساعات العمل، والراحة الأسبوعية والإجازات مدفوعة الأجر، وحماية الحياة، والصحة، لتحسين وضع الفنان في المجتمع و تقديم السلطات العمومية الدعم المادي و المعنوي للأنشطة الفنية و التكوينات المهنية للفنانين"[21].

المكتب المغربي لحقوق المؤلف :

المكتب المغربي لحقوق المؤلف منظمة لمؤلفي الإدارة الجماعية تحت إشراف وزارة الإتصال. تأسس سنة 1965، و حل محل المكتب الأفريقي لحقوق المؤلف و المكتب الأفريقي لرجال الأدب و كتاب المحاضرات. ستعاد هيكلته عدة مرات، بالقانون 2.00 ل 15 فبراير 2000 المتعلق بحقوق المؤلف و الحقوق المجاورة، المعدل بالقانون 34.05 لسنة 2006، ثم بالقانون 79.12 لسنة 2014.
و في سنة 2009، سيوقع المكتب المغربي لحقوق المؤلف على عقد مدته 3 سنوات مع وزارة الاتصال، بغلاف مالي قدره 13 مليون درهم لإنشاء لجنة إستشارية لإعادة هيكلته وتتبع تنزيله.

ما دور المكتب المغربي لحقوق المؤلف ؟
من بين مهام المكتب المغربي لحقوق المؤلف هي جمع و صرف حقوق المؤلفين. يسمح نظريا للمؤلفين و ذوي الحقوق الحصول على عائدات رسوم الملكية في حالة استعمال احد مؤلفاتهم من طرف شخص ذاتي او معنوي.

في تقرير المجلس الأعلى للحسابات[16] المنشور سنة 2014، كان المكتب يحمي حقوق 1813 مؤلف مسجل بالمكتب مقابل 1268 سنة 1998. توزيع الأعمال الفنية المسجلة سنة 2013 كان على النحو التالي : 71% للموسيقى، 16% للمسرح و 12% للأدب.

تم تقديم يوم 20 فبراير 2020، مشروع قانون رقم 25.19 يتعلق بالمكتب المغربي لحقوق المؤلف للجنة التعليم، والثقافة والاتصال بالبرلمان[17]. من بين مستجدات هذا القانون خلق تغطية إجتماعية للفنان. ستزود هذه التغطية بحقوق المؤلفين مجهولين الهوية او المؤلفات التي لم يتم التعرف على أصحابها بعد 3 سنوات. من اهم المستجدات كذلك تقليص مدة صرف المستحقات للفنانين و ذوي الحقوق.

ينص **الإعلان العالمي لحقوق الإنسان** في المادة 27 على أن "لكل شخص حق في حماية المصالح المعنوية والمادية المترتبة على أي إنتاج علمي أو أدبي أو فني من صنعه".

المواثيق و المعاهدات الموقعة من طرف المغرب بخصوص حقوق المؤلف والحقوق المجاورة :

اتفاقية برن لحماية المصنفات الأدبية والفنية لسنة 1886
إنضمام 16 يونيو 1917

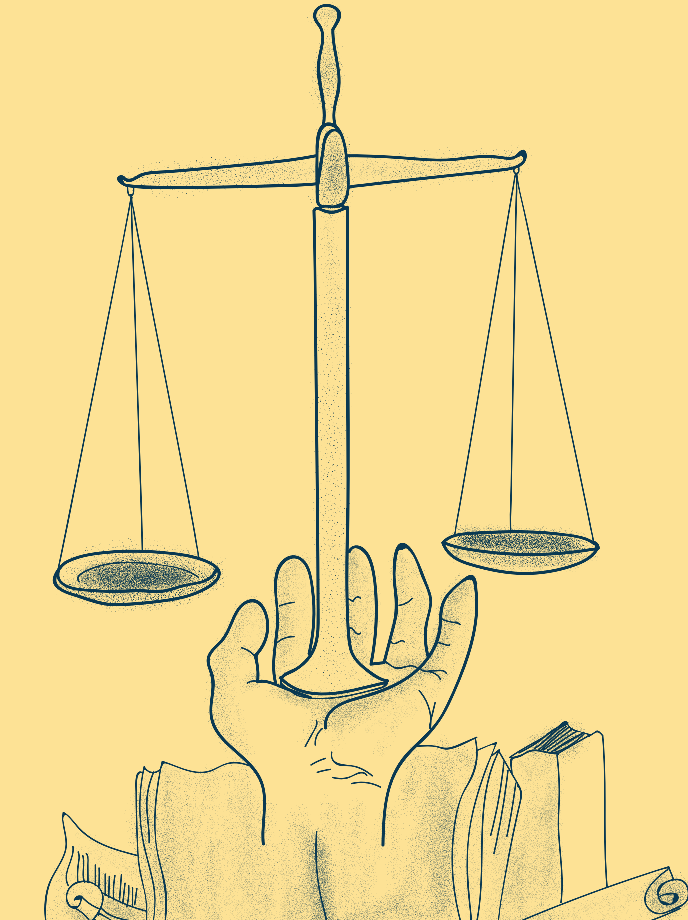
الاتفاقية الدولية حول حقوق المؤلف (06 شتنبر 1952) لليونسكو
مصادقة 08 فبراير 1972

معاهدة حقوق التأليف والنشر لعام 1996 للمنظمة العاملية للملكية الفكرية
الإنضمام 20 أبريل 2011

معاهدة الويبو بشأن الأداء و التسجيل الصوتي لعام1996
الإنضمام 20 أبريل 2011

معاهدة بيجين بشأن الأداء السمعي البصري (24 يونيو 2012)
الإنضمام 26 يونيو 2012

3 قانون الفنان حقوق المؤلف والحقوق المجاورة



إلتزم المغرب خلال العقود الأخيرة لسن تشريعات تحمي وتضمن حقوق المؤلفين والحقوق الاجتماعية للفنانين. تم وضع قوانين في هذا المنحى، تم تعديل بعضها و أخرى في طور التعديل، دخلت هذه التعديلات في بعض الأحيان تحت ضغط الممارسين و المهنيين، لينسجم القانون المغربي مع المواثيق الدولية المصادق عليها. ومع ذلك تبقى وضعية الفنانين هشة، و معرضة للانهيار في حالة وجود أزمة إجتماعية، إقتصادية أو صحية، عامة أو فردية.

النظام الأساسي للفنان هو مجموعة مواد قانونية تنظم القطاع الفني (فنانون، تقنيون، إداريون، إلخ). يسمح بصياغة وتأطير القوانين المتعلقة بالقطاعات والتخصصات المختلفة.

حقوق المؤلف مصطلح قانوني يصف الحقوق الممنوحة للمبدعين فيما يخص مصنفاتهم الأدبية والفنية. ويغطي حق المؤلف طائفة مصنفات واسعة، من الكتب والموسيقى واللوحات الزيتية والمنحوتات والأفلام إلى البرامج الحاسوبية وقواعد البيانات والإعلانات والخرائط الجغرافية والرسوم التقنية[13].

الحقوق المجاورة هي الحقوق التي تستخلص من عمل محمي بموجب حق المؤلف وترتبط به من نواحٍ معينة. والغرض منها هو حماية المصالح القانونية لبعض الأشخاص الطبيعيين أو الاعتباريين الذين يساهمون في إتاحة الأعمال الفنية للجمهور[14].

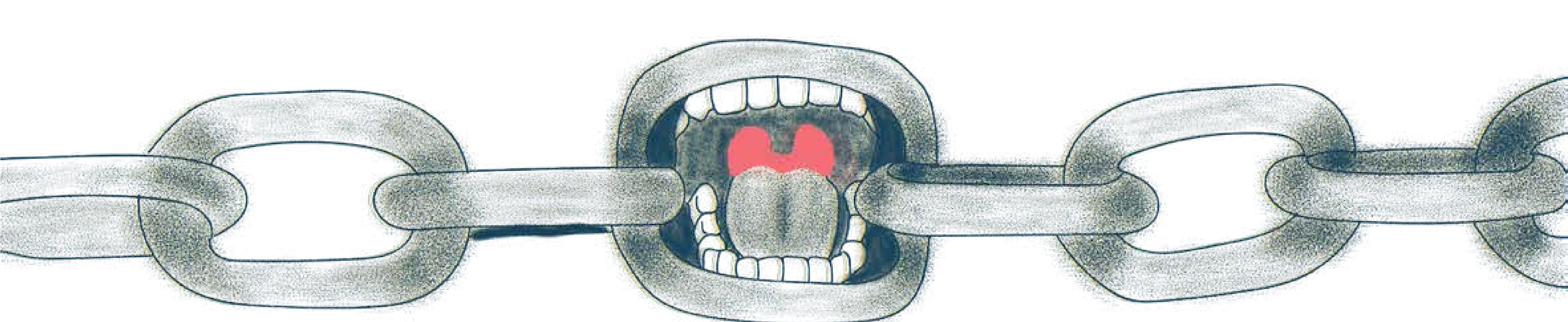
"**الفنان**" هو كل شخص ذاتي يبدع أو يشارك من خلال أدائه، في إبداع أو إعادة إبداع أعمال فنية. و الذي يعتبر العمل الفني عنصرا رئيسيا في حياته. ويساهم بذلك في تطوير الفن و الثقافة، أو خريج إحدى المؤسسات المتخصصة في التعليم الفني المعترف بشهادتها من طرف الدولة، و يعتبر فنانا مهنيا كل فنان يمارس نشاطا فنيا، بصفة دائمة أو متقطعة، مقابل أجر فني أو في إطار القيام بعمل فني لحسابه أو لبيعه أو كرائه لصالح غيره"[15].

بالإضافة إلى ذلك ، تنص المادة 13 من **الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم** على أن "للعمال المهاجرين وأفراد أسرهم الحق في حرية التعبير، ويشمل هذا الحق حرية التماس جميع أنواع المعلومات والأفكار وتلقيها ونقلها، بصرف النظر عن الحدود، سواء بالقول أو الكتابة أو الطباعة، أو في شكل فني أو بأية وسيلة أخرى يختارونها".

حقق الدستور المغربي لسنة 2011 تقدما فيما يتعلق بمصطلحات وتعريف حرية التعبير، ومن خلال التطرق إلى حرية الصحافة وإلى حرية الإبداع الفني والأدبي، عكس الدساتير السابقة للمغرب التي كانت تقيّد حرية التعبير. في الدستور الجديد الاستفادة من هذه الحريات مضمونة للجميع بدون اي اعتبار للجنسية.

تضمن المادة 25 من **دستور 2011** "حرية الفكر والرأي والتعبير بكافة أشكاله. حرية الإبداع والنشر والعرض في المجال الأدبي والفني والبحث العلمي والتقني مكفولة ". وتنص الفقرة الثالثة من الفصل 30 من الدستور على أن "الأجانب يتمتعون بالحريات الأساسية المعترف بها للمواطنين المغاربة وفق القانون". من ناحية أخرى ، يحدد **النظام الأساسي للفنان** في ديباجته أن السلطات العمومية تعمل على: "ضمان حرية الإبداع الفني بكل تجلياته تأمين الاستقلالية التامة للفنانين انجاز ابداعاتهم طبقا للمقتضيات الدستورية و التشريعية تضمن الضامنة للحريات الفردية والجماعية لجميع المغاربة"[11].

رغم توقيع المغرب على الاتفاقيات و المواثيق الدولية فيما يتعلق بحرية التعبير، والاعتراف بسمو القوانين الدولية على القانون الوطني في دستور 2011، فتبقى حرية التعبير مقيدة بثوابت المملكة أو ما يسمى "الخطوط الحمراء". يعتبر المدافعون عن حقوق الإنسان التعديل الذي عرفه القانون الجنائي سنة 2018 بمثابة تراجع واضح فيما يخص حرية التعبير بحيث تم تقديم تعديل في فرع "إهانة علم المملكة ورموزها والإساءة لثوابتها" بإضافة الفصل 267.5 الذي يعاقب "بالحبس من ستة أشهر إلى سنتين وبغرامة من 20.000 إلى 200.000 درهم أو بإحدى هاتين العقوبتين، كل من أساء إلى الدين الإسلامي أو النظام الملكي أو حرض ضد الوحدة الترابية للمملكة" [12].



2 حرية التعبير حرية الإبداع

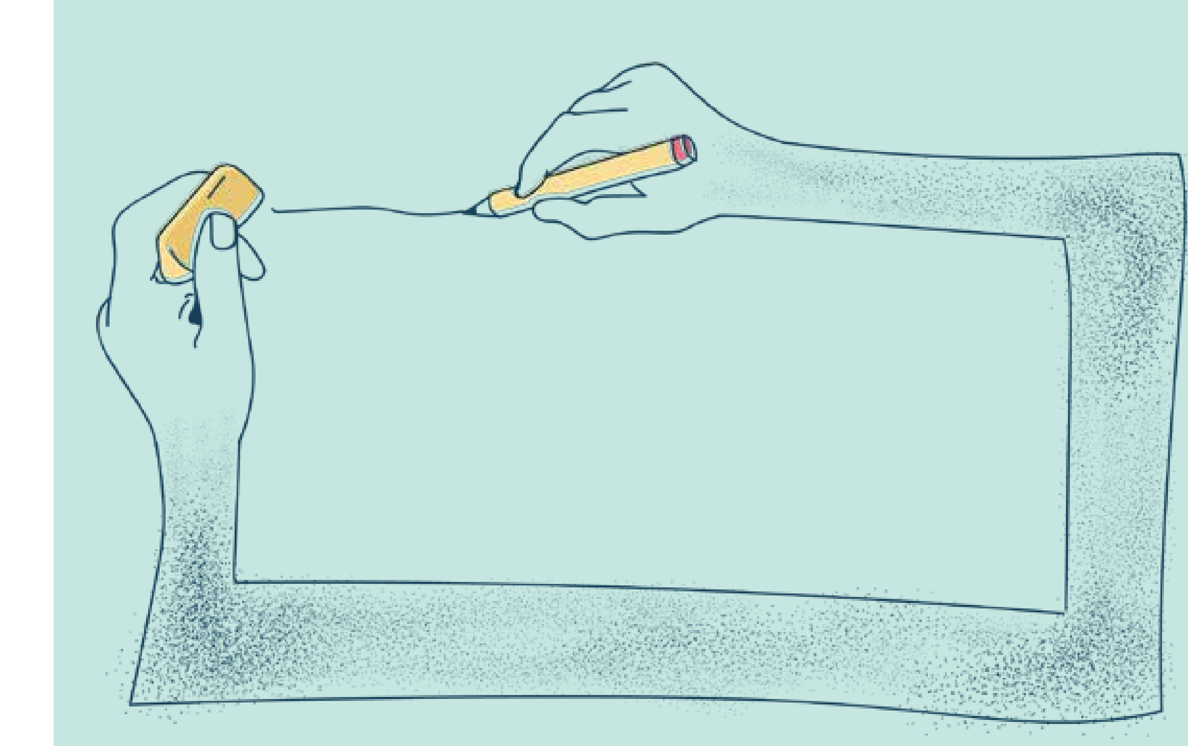
صادق المغرب على المواثيق الدولية المتعلقة بحقوق الإنسان و التي تضمن حرية التعبير كحق أساسي، لكن يظل المغرب في مؤخرة التقارير و التصنيفات المتعلقة بحرية التعبير. يصنف مراسلون بلا حدود المغرب في المرتبة 133 بين 180 بلدا سنة 2020 وتشير إلى الضغوط القانونية التي يواجهها الصحفيون والمواطنون في المغرب[8].

تمثل **حرية التعبير** حقاً أساسياً من حقوق الإنسان وتماشياً مع الحريات الأخرى الملازمة لها من حرية. المعلومات وحرية الصحافة، فإن حرية التعبير تسهم في الحصول على سائر الحقوق. وتمثل حرية التعبير ركيزة لبناء المجتمع الديمقراطي السليم وتحقيق النمو الاجتماعي والاقتصادي، وهو ما يتيح حرية تداول الأفكار اللازمة للإبداع وتعزيز المساءلة والشفافية[9].

حرية الإبداع الفني هي حرية التخيل، خلق وتوزيع أشكال التعبير الثقافي المتنوعة والمتعددة دون رقابة حكومية أو تدخل سياسي أو ضغط من جهات فاعلة غير حكومية. إنه يشمل حق كل مواطن في الوصول إلى هذه الأعمال وهو ضروري لرفاهية المجتمعات. تتكون حرية الإبداع الفني من مجموعة من الحقوق المحمية بموجب القانون الدولي :

- الحق في الإبداع دون رقابة أو تخويف
- الحق في دعم ونشر ومكافأة الأنشطة الفنية
- الحق في حرية التنقل
- الحق في حرية التجمع
- الحق في حماية الحقوق الاجتماعية والاقتصادية
- الحق في المشاركة في الحياة الثقافية.[10]

يضمن **الإعلان العالمي لحقوق الإنسان**، في مادته 19، حق كل فرد في "التمتع بحرية الرأي والتعبير، ويشمل هذا الحق حريته في اعتناق الآراء دون مضايقة، وفي التماس الأنباء والأفكار وتلقيها ونقلها إلى الآخرين، بأية وسيلة ودونما اعتبار للحدود." ويمثل هذا الأخير شرطا ضروريا لحماية التنوع الثقافي، على النحو المنصوص عليه في المادة 2 من **اتفاقية اليونسكو بشأن حماية وتعزيز تنوع أشكال التعبير الثقافي لعام 2005** "لا يمكن حماية التنوع الثقافي وتعزيزه إلا إذا كانت حقوق الإنسان والحريات الأساسية مثل حرية التعبير والإعلام والاتصال ، وكذلك إمكانية اختيار الأفراد لأشكال التعبير الثقافي مضمونة. لا يجوز لأحد التذرع بأحكام هذه الاتفاقية لانتهاك حقوق الإنسان والحريات الأساسية المنصوص عليها في الإعلان العالمي لحقوق الإنسان أو التي يكفلها القانون الدولي، أو للحد من نطاقها".



فيما يتعلق بتأشيرة الدخول فهناك 4 أنواع يمكن منحها من طرف الخدمات القنصلية[6] (وزارة الشؤون الخارجية و التعاون الإفريقي و المغاربة المقيمين بالخارج) :

تأشيرة قصيرة الأجل

تسمح التأشيرة قصيرة الأجل للأجانب بدخول الأراضي المغربية لأسباب أخرى غير الهجرة، لإقامة قصيرة بدون انقطاع أو عدة إقامات قصيرة في حالة الدخول المتعدد. مدة كل إقامة ما بين يوم واحد وتسعين يومًا.



تأشيرة طويلة الأجل

تعد التأشيرة الطويلة الأجل، التي تفوق ثلاثة أشهر، تأشيرة دخول متعددة تسلمها التمثيليات الدبلوماسية أو القنصلية المغربية.

لا يمكن أن تتجاوز مدة صلاحية هذه التأشيرة سنة واحدة، وتتراوح مدة كل إقامة ما بين يوم واحد وتسعين يومًا.

يجب على الأجنبي الذي يتوفر على تأشيرة طويلة الأجل ويود البقاء في المغرب لأكثر من ثلاثة أشهر أن يطلب من المصالح المختصة التابعة للمديرية العامة للأمن الوطني تسليمه بطاقة تسجيل.



تأشيرة العبور

تخول تأشيرة العبور لشخص أجنبي، الذي يتوجه إلى دولة أخرى، عبور أراضي المغرب. يمكن لهذه التأشيرة أن تسلم لعبور واحد أو اثنين، دون أن تتجاوز مدة الإقامة أثناء كل عبور 72 ساعة.

تأشيرة الممنوحة عند الحدود

في حالات استثنائية، تقوم مصالح الأمن بمنح تأشيرات الإقامة القصيرة الأجل وتأشيرات العبور في المراكز الحدودية.

بالنسبة للبلدان التي لا يمثل فيها المغرب، يجب تقديم الطلبات إلى البعثة الدبلوماسية المعتمدة في ذلك البلد أو إلى القناصل الفخريين. في غياب هذه التمثيليات، يتم توجيه الطلبات مباشرة إلى وزارة الشؤون الخارجية والتعاون الدولي في المغرب، مديرية الشؤون القنصلية والاجتماعية - الرباط (visa@maec.gov.ma) للحصول على التأشيرة في المطار.

تضمن المادة 41 من القانون 03.02 حرية التنقل والاستقرار للأجانب إلا في الحالات التالية :

- إذا لم يستطيعوا تقديم الأوراق والوثائق التي رخص له بموجبها بالإقامة فوق التراب المغربي
- عند مزاولة نشاطا مدرا للربح دون أن يرخص له بذلك بصفة قانونية
- إذا أخلوا بالنظام العام

يحدد هذا القانون كذلك شروط الدخول إلى البلاد، و ينظم شروط وإجراءات الحصول على بطاقة الإقامة و تجديدها، و الحالات التي يمكن أن يرفض فيه الطلب.

تنظم وزارة الداخلية المغربية في قراراتها من 12-500 إلى 12-504 بناء على المرسوم رقم 2.09.607 الصادر في فاتح أبريل 2010 الإجراءات المتعلقة بالحصول على تصريح إقامة استثنائي والحصول على تصاريح الإقامة أو تجديدها والوثائق اللازمة للحصول على هذه الأخيرة[7].

قائمة الوثائق الواجب تقديمها متوفرة في زاوية الأجانب في المغرب على الموقع الإلكتروني www.service-public.ma.



حسب الإحصاء العام للسكان والسكنى لسنة 2014 فإن 84001 مهاجرا كانوا مستقرين بالمغرب، أي أزيد ب 50386 مهاجرا على ما كان عليه الحال في 2004. وحسب المندوبية السامية للتخطيط ف 40% من المهاجرين المستقرين في المغرب سنة 2014 منحدرين من اوروبا، 26،8% من إفريقيا جنوب الصحراء، 13،3% من المغرب الكبير، 12،6% من الشرق الأوسط، 4،3% من آسيا و 2،4% من أمريكا الشمالية والجنوبية[2].

يضمن الدستور المغربي في المادة 24 حرية التنقل للجميع عبر التراب الوطني والاستقرار فيه و الخروج منه و العودة إليه[3].

هناك مفارقات كبيرة بين دول الشمال و الجنوب فيما يتعلق بحرية التنقل والاستقرار، فالإجراءات تختلف حسب الجنسية. القادمون من دول الشمال مثلا، الذين في غالب الأحيان معفيون من التأشيرة السياحية او تأشيرة قصيرة الأجل و بإمكانهم التنقل و الإستقرار في المغرب لمدة 3 أشهر.

من جهة أخرى، لا يوجد قانون خاص يسمح للمسافرين بالدخول للمغرب بصفتهم فنانين، لكن يمكنهم عند طلب تأشيرة الدخول تحديد غرض السفر و من بين الاختيارات الممكنة، يوجد اختيار واحد يتعلق بالتنشيط الفني و يتطلب إضافة للوثائق المطلوبة، نسخة من عقد العمل[4].

قبل المجيء إلى المغرب، وجب على الأجانب التأكد هل هم معفيون من تأشيرة الدخول أو يحتاجون إلى إذن إلكتروني بالسفر إلى المغرب، لائحة الدول متوفرة على الموقع الالكتروني للخدمات القنصلية[5].



عتبر حرية التنقل شرطا أساسيا لتنمية الفرد، مرتبطة بعدة حقوق و حريات، كحرية الاستقرار و حرية التعبير. قام المغرب منذ سنة 2003 بعدة تعديلات و إصلاحات قانونية تتعلق بدخول و استقرار الأجانب في المغرب، و كذا الهجرة والهجرة غير الشرعية باعتماد القانون 02-03.

سيقوم المغرب بحملتين سنة 2014 و 2017 لتسوية أوضاع أزيد من 50000 مهاجر. سنة بعد ذلك نددت جمعيات المجتمع المدني بحملات ترحيل اجبارية ل 6500 مهاجر من بينهم من هم في وضعية قانونية، من شمال إلى جنوب المغرب، حسب مجموعة مناهضة العنصرية لمواكبة والدفاع عن الأجانب والمهاجرين، و هو ما يخالف التزامات المغرب و خرق لحق هؤلاء المهاجرين في حقهم في التنقل و الاستقرار[1].

حرية التنقل و استقرار (الأفراد) هي حقوق مضمونة في المادة 13 من **الإعلان العالمي لحقوق الإنسان** :
- لكلِّ فرد الحقُّ في حرِّية التنقُّل وفي اختيار محلِّ إقامته داخل حدود الدولة.
- لكلِّ فرد الحقُّ في مغادرة أيِّ بلد، بما في ذلك بلده، وفي العودة إلى بلده.

تحدد المادة 12 من **العهد الدولي الخاص بالحقوق المدنية والسياسية**، الذي وقعه المغرب في 19 يناير 1977 و صادق عليه في 3 ماي 1979، أن "لكل فرد يوجد على نحو قانوني داخل إقليم دولة ما حق حرية التنقل فيه وحرية اختيار مكان إقامته أو مغادرته، ولا يجوز حرمان أحد من حق الدخول إلى بلده".

هذه الحقوق تضمنها كذلك المادة 5 من **الاتفاقية الدولية للقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري** (وقعها المغرب يوم 18 شتنبر 1967 و صادق عليها يوم 18 دجنبر 1970)، و**الاتفاقية الدولية لحماية حقوق جميع العمال المهاجرين وأفراد أسرهم** في المادة 39 (وقعها المغرب يوم 15 غشت 1991 و صادق عليها 21 يونيو 1993).

لماذا دليل للفنانين؟ لأي فنانين؟ ولماذا الآن؟

الآن، أكثر من أي وقت مضى، لأن القوانين التي تضمن نظريا حرية الإبداع والتعبير وحرية التنقل واستقرار الفنانين موجودة. الاتفاقيات والمعاهدات الدولية التي صادق عليها المغرب وآخرها اتفاقية اليونسكو لعام 2005 لحماية وتعزيز تنوع أشكال التعبير الثقافي، التي صادق عليها المغرب في يونيو 2013 و من خلال القوانين الوطنية مثل القانون المتعلق بالنظام الأساسي للفنان (2016)، أو إصلاح مكتب حقوق المؤلف المغربي، جارية بشق الأنفس، بعد معركة بين الفنانين والمهنيين الثقافيين للمطالبة بجمع أفضل وتوزيع عادل لحقوقهم. ومع ذلك ، فإن تطبيق هذه القوانين ليس أوتوماتيكيا.

نعلم من التجارب الوطنية والدولية، أن الحقوق تؤخذ ولا تعطى تلقائيا حتى عندما تكون النصوص القانونية موجودة و مكتوبة بشكل جيد. دليل حتى يعرف الفنانون حقوقهم من أجل المطالبة بها بشكل أفضل. نعتمد على الجميع لتفعيل القوانين التي دعا الفنانين والمهنيين الآخرين و ناضلوا من أجلها. وعن جودة الفنانين الذين يعرفون، يقرؤون، ويبدعون ويطالبون بحقهم في حرية التعبير.

نريد فنانين أحرارا و يعيشون بكرامة، من أجل فن يساعد على المضي قدمًا، وطرح الأسئلة، وتنمية الروح النقدية التي بدونها تفرغ المواطنة من معناها وتصبح مجرد مرادف آخر للتملق. كما قال شارل دوغول "الوطنية أن يأتي حبك لشعبك أولاً، أما القومية فأن يأتي كرهك لكل الشعوب عدا شعبك أولاً".

ولهذا فإن هذا الدليل موجه لجميع الفنانين المغاربة منهم والمهاجرين. فالمعركة مشتركة وعالمية و الكل على نفس القارب فمن الخطأ أن تعتبر نفسك آمنًا ولو كنت على متن جناحًا ملكيًا في تيتانيك.

لهذا ، فأفضل وسيلة للوقاية بالنسبة للفنانين هو معرفة حقوقهم بحيث لا يتم تقليص إبداعهم و يلهم سعيهم للمعنى جمهورهم بشكل إيجابي.

عادل السعداني
المنسق العلمي لمرام

مرام (تسهيل ولوج الفنانين لحقوقهم بالمغرب) هو مشروع تعاوني بين جامعات ادنبرغ، ومانشستر وكيلي مع جمعية ماينوريتي غلوب، وهي جمعية ثقافية مقرها بالمغرب. يتم تمويل مشروع مرام من قبل مجلس البحوث البريطاني للفنون والعلوم الإنسانية (صندوق أبحاث التحديات العالمية) ويستند إلى نتائج مشروع "الفنون من أجل الترافع: المشاركة الإبداعية و النزوح القسري في المغرب" (2016- 2018). يهدف مرام إلى تعزيز الاعتراف الاجتماعي والمؤسساتي للفنانين المهمشين في المغرب وخاصة الفنانين المهاجرين والفنانين المغاربة في المواقف الضعيفة.

التنسيق العلمي : عادل السعداني

تحرير : معاد مزياتي

التصميم والرسم : رجاء حمادي

إعادة القراءة : دنيا بنسليمان

طبع : ديريكت برينت

أكتوبر 2020




دليل
الفنان
بالمغرب